



TERMES DE REFERENCE

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INTERNATIONAL À COURT TERME POUR ENTREPRENDRE UNE ÉVALUATION DES BESOINS EN CAPACITÉS POUR LES RÉSEAUX DE FEMMES RURALES, LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LE SUIVI RAPIDE ET LE RAPPORT SUR LES ENGAGEMENTS POLITIQUES RÉGIONAUX DANS LA PARTIE OUEST ET CENTRALE DE L'AFRIQUE

I. INTRODUCTION

COCAFEM/GL est une concertation des collectifs d'associations de femmes dans la région des Grands Lacs, mais avec beaucoup de présence au (Burundi, RDC et Rwanda) avec 20 ans d'existence et d'expérience dans les droits des femmes, l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, la paix des femmes et la sécurité, et la lutte contre les VBG/VSBG dans la Région des grands lacs. COCAFEM / GL a établi un partenariat par la signature d'un protocole d'accord (MOU) avec le Bureau de l'envoyé spécial du secrétaire des Nations Unies dans la région des Grands Lacs, la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL), le Centre régional de formation (RTF) et Ministères du genre dans les trois pays mentionnés ci-dessus. COCAFEM-GL compte plus de 1861 organisations de base dans la Région des Grands Lacs.

Le programme Spotlight Initiative pour la région Afrique a été créé pour renforcer les stratégies et initiatives existantes telles que la stratégie de l'UA sur l'égalité des sexes, l'Observatoire de l'égalité des sexes et les campagnes de l'UA pour mettre fin au mariage des enfants et l'initiative de l'Union africaine sur l'élimination des mutilations génitales féminines. Le SIARP s'est engagé à effectuer des recherches fondées sur des preuves, à présenter des pratiques et à garantir les approches les plus efficaces pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles en Afrique. Le programme adopte également une stratégie d'exploitation des forces respectives des partenariats multisectoriels et multiniveaux qui soutiendront l'accélération du changement transformateur sur le continent africain



COCAFEM/GL s'est associé à ONU-Femmes pour entreprendre le SIARP pour la région de l'Afrique occidentale et centrale et parmi les activités, il y a la réalisation d'une évaluation de l'espace civique et également la tenue de dialogues de haut niveau entre les organisations de la société civile et les organisations/institutions régionales existantes afin pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles.

II. Context et Justification

D'après le rapport civique de 2020, <https://findings2020.monitor.civicus.org>, un tiers (1/3) des pays de la CEDEAO connaissent une situation d'obscurcissement ou un rétrécissement de l'espace civique qui étaient principalement causés par des tensions politiques qui montaient avant ou au lendemain d'élections présidentielles contestées dans divers pays d'Afrique de l'Ouest. Ce même rapport indique que les conditions de l'espace civique se détériorent en Afrique de l'Ouest francophone ainsi que dans la partie centrale de l'Afrique par la situation d'alerte au Cameroun/crise de Bamenda, avec le récent coup d'État militaire au Mali, au Burkina Faso, en Guinée Conakry, la tentative de coup d'État à Bissau Guinée. Les OSC sont confrontées à des lois restrictives, des obstacles aux processus d'enregistrement, des ingérences dans leurs activités et des représailles lorsqu'elles s'expriment, en particulier en ligne ou par le biais de manifestations pacifiques. Des centaines de militants et de journalistes ont été arrêtés dans toute la région au cours des trois dernières années ; des dizaines de manifestants pacifiques sont morts lors de manifestations organisées par des groupes pro-démocratie.

La société civile est prête à jouer son rôle dans la construction d'un monde meilleur qui profite à tous. Sur la base de l'analyse des conclusions du rapport susmentionné, les espaces civiques diminuent d'année en année. À l'exception de quelques pays où les catégories d'espaces civiques ont amélioré leur score en 2020, comme la République du Congo et le Soudan, de nombreux pays ont décliné leur situation de la catégorie d'obstruction à la catégorie réprimée des espaces civiques. Avec les résultats de l'étude, 43,4% de la population mondiale vivent dans des pays où la catégorie d'espaces civiques est réprimée, tandis que 15,8% seulement de la population



mondiale vivent dans des pays où la catégorie d'espaces civiques est obstruée. En Afrique de l'Ouest et centrale, les espaces civiques ont été majoritairement affectés par l'environnement politique en 2020 en raison de la période électorale, de l'impunité mais aussi de la situation de la pandémie de Covid-19..

C'est dans ce contexte que COCAFEM-GL, avec le financement d'ONU FEMMES dans le cadre de l'initiative Spotlight Programme régional pour l'Afrique, recrute un consultant pour entreprendre l'évaluation des besoins en capacités des réseaux de femmes rurales, organisation de la société civile sur le suivi rapide, surveiller et rendre compte des engagements politiques régionaux pour la région de l'Afrique occidentale et centrale. L'évaluation des besoins en capacités doit se concentrer sur l'identification de ces réseaux et OSC, leurs forces et leur potentiel d'influence sur les agendas politiques nationaux et régionaux, y compris sur leur capacité à faire rapport sur diverses questions telles que le rapport périodique universel et d'autres moyens de rapport régionaux et universels.

III. Objectifs de la mission

Dans le cadre du projet « Spotlight Initiative »), COCAFEM GL recrute un consultant qualifié possédant des connaissances et une expérience approfondies dans le domaine du renforcement et de l'évaluation des capacités institutionnelles, du développement des droits de l'homme et des femmes, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. En effet, le consultant devra connaître les instances régionales de la CEDEAO et de la CEEAC, et devra prouver qu'il a effectué un travail similaire dans la région.

Les objectifs sont les suivants :

- Fournir une évaluation actualisée des besoins en capacités pour les réseaux de femmes rurales, les organisations de la société civile sur le suivi rapide, le suivi et le rapport sur les engagements politiques régionaux pour la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.



- Elaborer le rapport d'évaluation des capacités, rédiger et finaliser le plan de renforcement des capacités ; développer des modèles pour les OSC afin d'accélérer, de surveiller et de rendre compte des engagements politiques régionaux.

IV. Portée du travail

Le consultant sera engagé pour :

- Élaboration d'une note conceptuelle pour l'activité d'évaluation des besoins en capacité
- Évaluation rapide pour identifier ces réseaux de femmes et organisations de la société civile,
- Faire le rapport sur leurs lacunes de connaissances
- Organiser des réunions de renforcement des capacités physiques avec des représentants de ces réseaux et des OSC
- Faire le plan d'action de renforcement des capacités

Rôle de COCAFEM-GL :

- Assurer la supervision de l'action/activité et superviser la planification logistique
- Examiner les documents et fournir des commentaires en temps opportun en collaboration avec l'APHRC,
- Agir en tant qu'intermédiaire entre le consultant et les partenaires clés - APHRC, ONU Femmes et CUA
- Conseil d'appui pour entrer en contact avec les OSC et le réseau des femmes en Afrique de l'ouest et centrale



V. Livrables

Le consultant sous contrat doit soumettre à COCAFEM-GL

- Rapport initial ;
- Rapport final avec des recommandations clés et un plan de travail pour l'évaluation du renforcement des capacités,
- Plan de renforcement des capacités durable

VI. Qualifications et compétences du Consultant

- Le consultant doit avoir une solide compréhension du renforcement et de l'évaluation des capacités institutionnelles, des droits de l'homme et des femmes, de la société civile et des mouvements de femmes, familier avec le travail entre la société civile, les institutions publiques et régionales,
- Expérience approfondie dans le domaine de la participation des femmes dans les sphères de prise de décision, la promotion des mouvements de femmes et la facilitation des dialogues avec diverses institutions telles que les blocs économiques régionaux et l'Union africaine
- La maîtrise du français et de l'anglais et la capacité à rédiger de manière claire et concise en français sont essentielles;
- Bonne compréhension des régions CEDEAO et CEACAS ;
- Expérience de travail avec les organisations de la société civile et les réseaux de femmes rurales en particulier ;
- Expérience avérée de deux travaux similaires réalisés.



Concertation des Collectifs des Associations
Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL



VII. Période de la mission

La tâche devrait être achevée dans les 20 jours suivant la date de signature du contrat.

VIII. Procédure de demande

Les candidats intéressés (entreprises ou personnes physiques) remplissant les conditions fixées ci-dessus doivent présenter une lettre de manifestation d'intérêt, des CV détaillés, accompagnés d'une offre technique et financière adressée à l'Exécutif COCAFEM GL.

Les candidatures doivent soumettre leurs documents au siège social de COCAFEM GL situé à Rohero II Re Avenue Chaussee Prince Louis Rwagasore N0 42, Bujumbura Burundi au plus tard le 05Aout 2022 à 10h00. Les candidatures seules et sur papier seront reçues et peuvent être envoyées à escocafem@gmail.com , nkurufloor@gmail.com ,

IX. Procédure de sélection

Pour sélectionner le meilleur consultant/firme, la méthode Quality Based Selection (QBS) sera utilisée.

Bujumbura, on 19 / Juillet/2022

Alexis NKURUNZIZA

Secrétaire exécutif COCAFEM GL

